

Cause Commune

Journal anarchiste - www.nefac.net



...vous pouvez résister : un réserviste canadien l'a fait en 2006 et aux États-Unis des soldats refusent à tous les jours de se rendre au Moyen-Orient.

Lettre ouverte aux soldats et soldates de Valcartier

Quatre coalitions québécoises ont écrit aux militaires basés à Valcartier. Voici le contenu de cette lettre ouverte qui a tant fait jaser.

Ça fait des mois et des mois que vous vous préparez sans relâche pour une mission des Forces armées canadiennes en Afghanistan, et vous quitterez bientôt pour Kandahar. Pendant ces longs mois d'entraînement, on vous a répété sans relâche que votre mission était de stabiliser l'Afghanistan, de gagner le cœur et les esprits des Afghans, de libérer les femmes, afin que s'établisse la démocratie dans ce pays. Nous vous écrivons cette lettre pour vous demander de considérer un autre point de vue au sujet de votre déploiement. Nous espérons vous fournir par cette lettre des informations qui vous inciteront à remettre en question votre participation à cette mission.

Le peuple afghan n'a jamais attaqué le Québec ou le Canada et n'avait rien à voir avec les attaques du 11 septembre 2001. Malgré cela, le ministre de la Défense Gordon O'Connor – qui travaillait auparavant comme lobbyiste pour l'industrie de la défense – a affirmé que votre présence en Afghanistan sert à «venger» les Canadiens tués lors du 11 septembre. [Source : Edmonton Journal, 21 janvier 2007]

On entend aussi que le Canada est en Afghanistan pour y libérer les femmes. Toutefois, le gouvernement canadien a accordé son appui à des seigneurs de guerre dont le régime est aussi brutal à l'endroit des femmes que l'était le régime Taliban. Dans les mots de l'association RAWA (Revolutionary Association of the Women of Afghanistan) :

« Le gouvernement corrompu de M. Karzai et de ses gardiens internationaux jouent de façon honteuse avec la souffrance des femmes afghanes et utilisent cette dernière comme un outil de propagande pour tromper les peuples du monde. Ils ont installé quelques femmes dans des postes haut-placés [...] et proclament leur geste comme étant un symbole de la «libération des femmes» ». [Source : www.rawa.org, extrait d'une déclaration émise à l'occasion de la Journée internationale des femmes, 8 mars 2007, traduction libre]

En plus, c'est qu'en allant en Afghanistan avec les Forces armées, vous risquez de devenir complices de ce qui pourrait être considéré comme des crimes de guerre, comme en témoignent les exemples suivants :

- En avril de cette année, l'armée américaine tue au moins 57 civils au cours de raids aériens dans la province de Herat. Plus de la moitié de ces civils sont des femmes et des enfants. [Source : International Herald Tribune, 12 mai 2007]

- En mars 2007, dans la province de Nangarhar, 19 autres civils, incluant un bébé, sont tués par des soldats américains (qui par après obligent des journalistes à effacer les vidéos de cet incident). [Source : CBC News, 4 mars 2007]

Les soldats canadiens ont aussi tué des civils :

- En mars 2006, des soldats tuent un chauffeur de taxi qui circulait près d'une patrouille. [Source : CBC News, 15 mars 2006]

- En août 2006, ils tirent sur un garçon de 10 ans, qui meurt par la suite. En décembre 2006, un vieillard afghan a connu le même sort. [Sources : National Post, 23 août 2006 et CTV News, 13 décembre 2006]

- En février 2007, des soldats canadiens sont impliqués à deux reprises dans la mort de civils afghans, dont un sans-abri. [Sources : Presse canadienne, 17 février 2007, CBC News, 17 février 2007 et CTV News, 19 février 2007]

La mission en Afghanistan est un tissu de mensonges. L'implication des Forces armées canadiennes depuis 2001 est directement liée à la « guerre au terrorisme » de George W. Bush. 2500 soldats canadiens en Afghanistan, c'est aussi 2500 soldats américains de plus en Irak, et ce malgré l'opposition claire de la population face à cette guerre. La « guerre au terrorisme » a échoué et il n'y a pas plus de sécurité dans le monde, surtout pas pour la population du Moyen-Orient. Dans les mots de votre commandant en Afghanistan, le Major-Général Andrew Leslie : « À chaque fois que vous tuez un jeune homme en colère à l'étranger, vous en créez 15 autres qui vous pourchasseront par la suite ». [Source : CBC News, 8 août 2005]

Perspectives libertaires

Deux poids, Deux mesures

Quand les député-e-s débattent ensemble sur la pertinence des programmes sociaux, la plupart sont d'accord sur un point : il faut « responsabiliser » davantage les individus pour que chacun trouve lui-même des solutions à ses problèmes. Bien sûr, l'État doit jouer un rôle minimal, celui d'assurer un filet de sécurité sociale pour éviter aux plus démunis de toucher le fonds du baril. Mais il ne faut surtout pas leur en donner trop : comme dirait le ministre Sam Hamad, les pauvres pourraient y prendre goût !

La même logique ne semble pas s'appliquer à nos élu-e-s. La fonction de député présente une foule d'avantages sociaux passés sous silence. Outre le salaire de base plutôt alléchant (82 073\$), bien des député-e-s réussissent à augmenter de 15% à 35% leur rémunération en occupant certains postes plus prestigieux à l'Assemblée nationale. Dans le cas des chefs de partis, on double la mise !

Pour les back-benchers, tout n'est pas perdu. Chaque député reçoit une allocation annuelle de dépenses de 14 467\$, en plus du remboursement de ses frais de déplacement à 45 cents du kilomètre. À ce prix, les aller-retour Québec-Montréal sont plutôt rentables. Faites le calcul ! En outre, chaque député a droit à une allocation supplémentaire pour ses frais de déplacement pour activités politiques au Québec, dont le montant varie de 6900\$ à 17 600\$. Mais ce n'est pas tout. Alors que le gouvernement fait la sourde oreille aux besoins criants des locataires, allant même jusqu'à refuser d'aider cette année les sans-logis au 1er juillet, chaque député-e bénéficie d'une allocation logement de 13 300\$ pour l'aider à se loger à Québec lors des travaux parlementaires. Un bonus de 3000\$ s'ajoute à ce montant pour les principales têtes d'affiche du parti au pouvoir et de l'opposition officielle. Et il s'en trouve pour se plaindre de ce traitement royal, comme ces deux adéquistes qui souhaitaient partager leur logement tout en recevant chacune leur pleine prestation ! Pendant ce temps là, les locataires à faible revenu qui ont droit au programme d'allocation-logement voient leurs prestations (un maximum de 80\$ par mois) gelées depuis plus de dix ans. Deux poids, deux mesures? Bien sûr!

Par ailleurs, rien n'oblige les député-e-s à être locataire ou de coucher au Château Frontenac : plusieurs profitent de l'allocation qui leur est versée pour faire l'achat d'une résidence secondaire. C'est ce qu'a fait François Bonnardel, homme d'affaire prospère, député adéquiste de Shefford et critique de l'opposition officielle en matière de logement, qui a finalement acheté un loft dans le quartier Saint-Roch dont il très heureux, paraît-il. Ce même Bonnardel, en bon chien de poche des associations de propriétaires comme la CORPIQ, souhaite que le gouvernement se lance aux trousseaux des « profiteurs du système ». Parlait-il de la clique de « bougons » qui siège à l'Assemblée nationale ?

Prime de départ

Se faire battre aux élections, c'est parfois payant. Parlez-en aux 54 député-e-s qui ont perdu leur comté lors des dernières élections provinciales ou qui ont pris leur retraite de la politique. Chacun-e a droit à une indemnité équivalente à deux mois de traitement (équivalent à son salaire mensuel et aux allocations reçues pour le logement, le transport, les dépenses personnelles, etc.) pour chaque année de bons et loyaux services, jusqu'à concurrence d'une année complète de rémunération. Ces allocations dites de « transition » totalisent cette année 4,3 millions de dollars, dont le tiers sera versé aux 15 député-e-s qui ont pris leur retraite et dont le mandat se terminait en 2007. Un constat s'impose : ce n'est pas tout le monde qui subit des coupures sur son chèque de chômage !

L'impérialisme...

Le Canada est engagé depuis quelques années dans un conflit outre-mer, en Afghanistan plus précisément. Des soldats du 22^e régiment partiront bientôt dans ce pays pour une mission qu'on dit périlleuse. Pourquoi justement les envoyer dans une telle mission ? Pour la démocratie, pour la libération du peuple afghan ou encore pour le droit des femmes afghanes ? Bref une mission humanitaire et totalement désintéressée ! Le plus amusant, c'est que rares sont les gestes désintéressés des états envers leur propre population, mais, à l'extérieur, ils agissent toujours par pur altruisme ! Le Canada n'est rien d'autre qu'un pays impérialiste, comme l'ensemble des États occidentaux, les États-Unis en tête. Profitons de cette occasion pour s'interroger sur l'impérialisme et ses manifestations dans le monde.

L'impérialisme est une forme bien particulière de développement du capitalisme, sa phase monopoliste, au cours de laquelle le capital se concentre dans des mains de plus en plus restreintes. Les entreprises géantes qui en ressortent forment des oligopoles, d'où la désignation de capitalisme monopoliste. Ces entreprises possèdent un pouvoir considérable dans une économie nationale, au point où elles sont en mesure de dicter certaines de leurs volontés à l'État qui ne deviendra qu'un serviteur obéissant. L'État va intervenir sur plusieurs points pour permettre à ces « cartels » (1) de maximiser leurs activités, et ce même à l'extérieur des frontières.

Arrivé à ce stade de développement, le capitalisme a besoin de main d'œuvre meilleur marché (cheap labor) et entreprend des investissements dans des territoires économiquement arriérés. Les matières premières dont le Tiers-monde regorge attirent aussi l'intérêt de ces grandes entreprises. Pour les multinationales, les pays sous-développés n'ont donc que l'utilité d'être des réserves de main d'œuvre cheap et de matières premières. Le pillage s'organise à grande échelle, en utilisant la population locale qui doit travailler pour des salaires de misère. Or, une population affamée, malade, souffrante, exploitée et à qui on vole toutes ses ressources naturelles à toujours plus de chance de se révolter, surtout si l'exploitant est étranger. Alors, avec l'aide des états impérialistes, les multinationales vont former une classe dominante servile au sein de ces pays. Le Nord et ces dirigeants collaborateurs vont tisser ensemble, mais toujours sous l'impulsion du Nord, de vastes réseaux de diplomatie et d'organisations internationales (ONU, Banque Mondiale, OMC, FMI...) qui veilleront à assurer le maintien

et la régulation du système mondial.

Ces organisations internationales sont dirigées de façon hégémonique par les pays les plus « développés », comme c'est le cas à l'ONU, ou bien carrément par les États-Unis, comme à l'OTAN ou au FMI... Elles ont des missions variées, allant de la défense et la promotion du libre commerce (OMC) à l'organisation militaire (OTAN) en passant par le gestion du système monétaire international (FMI), etc. La diplomatie semble le moyen préconisé par les États pour asseoir leur pouvoir. Cependant, lorsque celle-ci échoue, les États impérialistes ont une panoplie d'autres moyens pour s'assurer le contrôle. L'impérialisme c'est la stratégie de la carotte et du bâton: on essaie, d'une part, de faire chanter avec des offres « alléchantes », puis si cela ne fonctionne pas, c'est la guerre.

Sous l'impulsion des multinationales, les États impérialistes investissent des sommes colossales dans la course aux armements. Bien sur, la guerre existait avant le capitalisme et donc avant sa phase impérialiste, mais la particularité aujourd'hui, c'est l'état de guerre constant et l'armement permanent. D'un armement ponctuel en temps de guerre seulement avant le XIXe siècle, on en arrive à l'armement massif, croissant et permanent. La guerre a pour fonction de permettre la domination sur le reste du monde, essentiel à l'impérialisme. Mais aussi, l'armement offre un secteur d'investissement des plus rentables pour le capital, puisque les équipements doivent être constamment remplacés, soit à cause de la désuétude ou carrément par la destruction. Dans l'impérialisme, l'armement désuet a une seconde et même une troisième vie grâce aux ventes d'armes aux pays pauvres. Ainsi, on permet aux régimes collabos de s'armer pour bien contrôler leur population.

La filière canadienne...

De nombreuses entreprises canadiennes et québécoises s'enrichissent grâce aux guerres impérialistes. En voici quelques-unes :

SNC Technologies : cette firme, qui emploie près 1450 personnes, fabrique plus de 1000 types de munitions, grenades et explosifs dans quatre usines à travers le Québec. Les produits de SNC Technologies sont utilisés notamment en Irak par l'armée américaine. Anciennement la propriété de SNC Lavalin, maintenant de la multinationale General Dynamics.

Bell Helicopter : son usine de Mirabel produit notamment l'hélicoptère Griffon, utilisé par l'armée canadienne, de même que par des pays comme le Salvador, le Pakistan, l'Arabie Saoudite et le Royaume Uni.

Héroux-Devtech : l'entreprise de Longueuil vient de décrocher un important contrat auprès de la multinationale Sikorsky. Elle produira des trains d'atterrissage pour des hélicoptères lourds utilisés par les Marines américains.

Rheinmetall Defence : anciennement connue sous le nom de Oerlikon, l'entreprise allemande produit à St-Jean-sur-le-Richelieu divers systèmes de « gestion de combat » et de « défense terrestre », de même que des missiles utilisés par l'armée canadienne dans ses opérations au sol.

Dans ces États dominés par l'impérialisme, on observe une réalité sociale troublante. La classe dirigeante, celle des gouvernements et des directeurs de filiales de grandes multinationales, est bien isolée dans sa tour d'ivoire. Il y a quelques fonctionnaires, avocats, médecins, commerçants, etc. formant une classe moyenne très peu nombreuse. La majorité est marginalisée et vit souvent à cheval entre deux modes de production distincts. D'une part, les hommes sont ouvriers dans les compagnies étrangères du secteur primaire (matières premières) principalement, pendant que les femmes et les enfants doivent assurer une production agricole souvent déficiente et archaïque permettant à peine l'autosubsistance. Les femmes et les enfants vivent un isolement d'autant plus dramatique puisqu'ils et elles sont la proie des diverses maladies et les premières victimes des guerres. L'impérialisme défendant le droit des femmes en Afghanistan, c'est

Suite en page 3...



L'anarchie de A à Z

« N » comme Nationalisme

La fierté nationale, quel sentiment étrange ! Comme il est facile d'oublier que la « nation québécoise » s'est construite grâce au pillage des terres et à l'extermination quasi complète d'autres peuples et cultures. À qui appartient la « nation » ? Aux travailleurs et aux travailleuses qui l'ont construite ou aux élites qui en ont profité ? Qui décide de « l'avenir de la nation », des « valeurs de la nation » ? Que penser du paradoxe de l'exaltation de la fierté nationale d'une part et du fatalisme qui entoure toute discussion sur la mondialisation et « l'ouverture » de l'économie...

S'il semble aujourd'hui « normal », le nationalisme n'a pas toujours existé. Il a été inventé de toute pièce à une époque où la bourgeoisie construisait des États pour encadrer les marchés qu'elle entendait dominer. Le nationalisme fut le ciment permettant et justifiant la création de l'État-nation. Ce processus de création d'une nouvelle « communauté politique », soudée par le nationalisme, n'a pas été simple et sans contradictions. Plusieurs nations peuvent en effet se côtoyer sous un même État, pensons notamment aux pays d'Europe ou au Canada...

L'utilité du nationalisme du point de vue des élites est évidente. Détourner les masses en général, et la classe ouvrière en particulier, des conflits sociaux qui surgissent périodiquement à l'intérieur même de la « nation », notamment en ce qui concerne la répartition de la « richesse nationale », pour les mobiliser dans une compétition internationale avec les autres « nations » ou contre les « étrangers ». On sait que l'exacerbation

de cette compétition internationale mène à des guerres fratricides et autres « interventions militaires ». La bénigne « fierté nationale » se mue alors en patriotisme revanchard et réactionnaire qui fait de « l'autre » un ennemi.

Pour faire face au nationalisme, le mouvement ouvrier a historiquement proposé l'internationalisme. L'idée toute simple que les travailleurs et les travailleuses des différents pays avaient plus d'intérêts en commun qu'ils et elles n'en avaient avec leur bourgeoisie respective. Ça ne signifie pas renier nos identités particulières, simplement de reconnaître deux choses : d'une part que la diversité culturelle est une richesse de l'humanité ; et, d'autre part, qu'au delà de ces identités particulières nous participons tous et toutes d'une même humanité. Au nom de cette commune humanité, nous ne saurions tolérer d'exploitation et d'oppression d'aucune sorte.

S'opposer ainsi au nationalisme, lorsque l'on vit dans les pays impérialistes, est relativement simple. Le problème est que le nationalisme des uns est aussi l'impérialisme des autres et qu'il existe dans le monde de nombreuses situations d'oppression nationale. Dans ces cas, le nationalisme n'a pas inévitablement un contenu entièrement négatif et réactionnaire. Certains révolutionnaires pensent pouvoir prendre un raccourci en empruntant la voie nationaliste dans les pays dominés par l'impérialisme. Les anarchistes ne sont pas d'accord. Nous croyons que la défaite de l'impérialisme ne viendra que d'une révolution sociale menée contre les impérialistes et la classe dirigeante locale. Cette révolution sociale devra se répandre au delà des frontières nationales. Nous devons

encourager et développer la solidarité internationale qui un jour jettera la base pour une révolution sociale globale.



Cause commune est le journal de la Fédération des communistes libertaires du nord-est (NEFAC). 4000 exemplaires de ce journal sont distribués gratuitement par des militantEs libertaires, membres ou non de l'organisation. *Cause commune* se veut un tremplin pour les idées anarchistes, en appui aux mouvements de résistance contre les patrons, les proprios et leurs alliés au gouvernement. Si le journal vous plaît et que vous voulez aider à le diffuser dans votre milieu, contactez le collectif de la NEFAC le plus près de chez-vous.

Contacts :

Montréal : mtl@nefac.net
Québec : nefacquebec@yahoo.ca
Sherbrooke : sherbrooke@nefac.net
Saguenay/Lac St-Jean : lenoirtlerouge@hotmail.com
Trois-Rivières : la_reponse@hotmail.com

Abonnement de soutien au journal (20\$ / un an)
Chèque à l'ordre de «Groupe Émile-Henry»
Collectif anarchiste La Nuit a/s E.H, C.P. 55051, 138
St-Vallier O., Québec (Qc), G1K 1J0

comme le braconnier militant contre la chasse abusive !

La conjoncture sociale des pays «sous-développés» est donc extrêmement explosive. Des foyers de résistance se créent ici et là, et ils prennent des formes diverses. Parfois il s'agit d'initiative d'alternatives locales, comme le troc en Argentine et en Turquie, ou encore la résistance armée comme en Palestine et au Mexique. Ces résistantEs se heurtent très tôt aux valets de l'impérialisme que sont leurs dirigeants. Ceux-ci sont largement appuyés par une activité clandestine des États impérialistes: services secrets, forces spéciales ou mercenaires. En Afrique, on utilise même les différences ethniques pour canaliser la rage des populations vers d'autres cibles que l'impérialisme. Cela permet aux impérialistes de s'assurer une présence militaire, puisque ces pays «sous-développés» sont dans l'incapacité de demeurer en paix. C'est le cas de la Côte-d'Ivoire, actuellement aux prises avec des troubles civils, ce qui a permis un déploiement majeur de troupes françaises.

Bien entendu, les communistes libertaires se sont toujours opposés à l'impérialisme et nous continuerons de le faire dans le futur. Nous ne croyons pas aux discours humanitaires et altruistes de nos gouvernements. Ils occupent les pays en notre nom et ils assassinent et exploitent des millions de personnes pour engranger le profit. L'impérialisme étant un système international, c'est par la création de liens de solidarité internationaux et une révolution mondiale que nous parviendrons à mettre un terme à cette exploitation à grande échelle. Par contre, nous devons constamment garder l'œil ouvert parce que l'anti-impérialisme attire plusieurs groupes de toutes tendances dans son sillage. Sommes-nous prêt à défendre et se solidariser avec des groupes fondamentalistes, fascistes ou autres qui mènent à un moment ponctuel un combat anti-impérialiste ? La réponse est non. Nous faisons le choix d'appuyer les groupes et mouvements populaires qui portent une critique de l'ordre capitaliste et patriarcal. Le renforcement de nos liens de solidarité sont même une condition essentielle pour le succès de nos luttes respectives contre l'exploitation et la domination.

(1)Officiellement dans plusieurs les cartels ou les trusts sont interdits, mais nous utilisons cette appellation qui s'applique pourtant à la réalité.

Sous la plage, la prison... Répression au Mexique

Plus de six mois après l'intervention de l'armée dans la ville de Oaxaca, au Mexique, la répression continue de s'abattre sur nos frères membres des organisations les plus combattives; ceux qui ont été aux premières lignes pour combattre l'infâme gouvernement de Ulises Ruiz. Une répression qui peut s'apparenter à une guerre de base intense. Pour preuve, depuis le mois de novembre un harcèlement continu frappe les militants des milieux sociaux; menaces anonymes, harcèlement, viol, kidnapping...

Le 17 juin au matin, plus de six cent hommes armés de la municipalité de San Miguel Alopam, accompagnés de fonctionnaire municipaux, ce sont présentés dans le village de San Isidro Alopam, une communauté du Conseil Indigène Populaire de Oaxaca – Ricardo Flores Magon (www.nodo50.org/cipo) afin de couper les arbres de la communauté sous prétexte qu'ils sont infectés par un parasite. C'est un conflit qui dure depuis longtemps, un conflit qui oppose les « coyotes » du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) et la communauté autochtone du CIPORFM. Le maire était complètement saoul lorsqu'une délégation des femmes et des représentants de la communauté en résistance sont arrivés pour faire stopper les coupes dans leur forêt. Les paramilitaires ont ouvert le feu, heureusement sans faire de blessés. Cinq camarades de San Isidro ont été arrêtés et torturés. Au moment de mettre sous presse, nous sommes sans nouvelles d'eux.

Toujours le 17 juin, dans la communauté de Santiago Xanica, un commando de la police gouvernementale et municipale fait irruption dans la maison de Cesar Luis Dias, un militant de l'Alliance Magoniste Zapatiste (www.espora.org/amz/) et conseiller de l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca, pour l'appréhender. Tout ceci sous les yeux des ses trois jeunes enfants et sans qu'il n'y ait d'ordre de perquisition ou de mandat d'arrestation! Cette personne est particulièrement visée par la répression, plusieurs fausses accusations s'accumulent et seront portées en procès.

Alors que les agences de voyages et le gouvernement mexicain nous bombardent d'image de plages paradisiaques et de vacances à bas prix, la réalité est tout autre. Partout au Mexique le gouvernement utilise des méthodes dignes des pires dictatures afin d'en finir avec une population de plus en plus révoltée par l'injustice du capitalisme. La réponse des opprimés fera trembler les tyrans ! Liberté pour nos sœurs et frères en prisons !

Montréal : urgence maisons de chambres

Les maisons de chambres sont-elles une espèce en voie de disparition dans nos villes? On peut se poser sérieusement la question quand on sait qu'il ne reste plus que 3 000 chambres sur le marché privé à Montréal, alors qu'à la fin des années 1970 il y en avait plus de 15 000.

La spéculation et la gentrification font leur sale boulot, entraînant négligence, abandon, délabrement et finalement démolition ou conversion en Couette & Café, hôtel ou condos. Les groupes en itinérance, en tout cas, sonnent l'alarme et revendiquent maintenant la socialisation complète pour sauver les dernières maisons de chambres. Le marché privé, ça marche pas!

Pourquoi sauver les maisons de chambres?

Selon le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), les maisons de chambres répondent à un besoin. À l'automne 2006, le RAPSIM a interrogé plusieurs dizaines de personnes fréquentant les refuges ou locataires de maisons de chambres sur leur expérience et leurs besoins en logement. Sans prétendre que la chambre soit la réponse idéale pour toutes et tous, plusieurs personnes y trouvent cependant bien des avantages : les coûts sont moins élevés que dans tout autre type de logement (350\$ en moyenne contre 485\$ pour un studio), l'espace est plus facile à gérer, la présence d'espaces communs aide à sortir de l'isolement, la localisation est généralement excellente, etc. C'est aussi une étape, un tremplin.

Pourtant, les maisons de chambres continuent de disparaître à grande vitesse. Un recensement de la Ville de Montréal (2006) ne dénombre plus que 180 maisons de chambres privées pour un total de moins de 3 000 chambres. « À chaque fermeture, on crée de l'itinérance. Cet automne, 2/3 des personnes interrogées à la Maison du Père avait vécu en chambre avant de venir cogner à la porte du refuge » rappelle Pierre Gaudreau, coordonnateur du RAPSIM.

Une porte de sortie : socialiser

En plus de leurs problèmes économiques, les personnes locataires des maisons de chambres vivent plusieurs autres difficultés sociales et psychosociales. Dans le cas des personnes ayant des problèmes de santé mentale, par exemple, même si les chambres constituent pour elles un lieu offrant plus d'autonomie que les institutions psychiatriques, ces milieux de vie comportent de nombreux risques d'abus (aucun reçu de paiement de loyer, violence psychologique, perte de chambre momentanée pour les réseaux de prostitutions, etc.). Les locataires des maisons de chambres sont généralement des personnes isolées et vulnérables ; les propriétaires et les tenanciers quant à eux, sont peu contrôlés... En comparaison, sauf (rare) exception, les maisons de chambres socialisées sont gérées par des OSBL et offrent du soutien communautaire. C'est pas nécessairement le Pérou mais c'est quand même mieux.

Le problème c'est qu'actuellement, les programmes de développement de logement social ne permettent pas vraiment de socialiser les maisons de chambres existantes. L'affaire c'est que les maisons en question sont situées dans les quartiers centraux, ont souvent été laissées plus ou moins à l'abandon et valent une fortune. Les budgets des



programmes existant de logement social sont insuffisants pour acheter et rénover. Jusqu'à maintenant les groupes en itinérance s'en sont tirés en proposant des montages financiers impliquant plusieurs palliers de gouvernement mais c'est un processus long qui ne convient pas à un marché en effervescence. Concrètement, entre 2002 et 2005, les groupes n'ont pu socialiser que 76 chambres à Montréal avec les programmes existants...

Pour faire face à la musique, le RAPSIM revendique donc un nouveau programme montréalais d'acquisition pour profiter des occasions qui se présentent et sortir les maisons de chambres du marché privé. Dans le même ordre d'idée, le RAPSIM veut une bonification des programmes existant de logement social et surtout la remise sur pied d'un programme permettant l'achat-rénovation (ça va faire la construction neuve!). Finalement, comme loger les gens c'est pas tout, le RAPSIM revendique également 12 millions pour financer le soutien communautaire dans les OSBL d'habitation. En attendant le lendemain du grand soir, le Réseau s'entend avec les comités logement pour revendiquer une application stricte du règlement sur la salubrité et la sécurité et un moratoire sur la conversion des maisons de chambres.

Ces revendications ne sont pas complètement utopiques dans la mesure où elles s'appuient sur une expérience relativement récente. Ainsi, à la fin des années 1980, la Ville de Montréal avait reconnue l'urgence d'agir pour préserver les maisons de chambres et l'offre de logement pour les personnes seules, pauvres et vulnérables. En 1988, la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) avait entre autre reçu le mandat d'acheter des maisons de chambres, de les rénover puis d'en confier la gestion à des OSBL. Entre 1989 et 1994, la SHDM a pu sortir 15 maisons de chambres du marché privé. Selon le RAPSIM, le bilan est positif puisque le loyer de ces 398 chambres est resté relativement abordable (entre 250 et 300\$ par mois versus un loyer moyen de 343\$ dans le privé). Le problème c'est que ça c'est arrêté là...

Plus d'info : www.rapsim.org

Livres : la non-violence à la rescousse de l'État

Peter Gelderloos est un militant libertaire vivant en Virginie. Comme quelques militantEs de longue date, il a du vivre très souvent les incontournables débats violence/non-violence ainsi que les répercussions qui suivent. Comme certainEs d'entre nous, il en est venu à une conclusion qui peut, au premier coup d'œil, paraître dure, sans nuance, « *macho et virile* », etc. Sa conclusion, la voici : la non-violence protège l'état.

Gelderloos explique en un peu moins de 150 pages comment les tenantEs de la non-violence non seulement protègent l'état tel qu'on le connaît, mais aussi ont un comportement « inefficace, raciste et patriarcal ». À première vue, ça semble *gros*, mais une lecture attentive du bouquin offre aux lectrices/teurs l'opportunité de voir les arguments des « passivistes » (terme utilisé par l'auteur) fortement remis en question. De plus, l'auteur n'hésite pas un instant à s'attaquer à des grands emblèmes de la non-violence comme Ghandi et Luther King. Toutefois, il ne faut pas croire que Gelderloos fait l'apologie de la violence non réfléchie et gratuite, loin de là. Son ouvrage s'inscrit plutôt dans le courant de la diversité des tactiques et de la solidarité.

Bref, une lecture pouvant plaire à tout le monde et pouvant aider à pousser le débat que nous entreprenons dans toutes nos actions/manifestations.

GELDERLOOS Peter, *How Nonviolence Protects the State*, Signalfire Press.

Sur les lignes...

Chronique syndicale

L'ADQ s'attaque au droit de grève

C'est sans surprise que les deux principaux syndicats représentant des employés des sociétés de transport en commun ont rejeté le projet de loi adéquate visant à imposer 80% du service en cas de grève dans ce secteur. Populiste, opportuniste, simpliste, bâclé, les syndicalistes n'ont pas eu de mots assez durs pour dénoncer la dernière initiative antisyndicale de Dumont et Cie.

Une attaque frontale

Pour la FTQ et la CSN, le projet de loi adéquate est une attaque frontale, ni plus ni moins. «C'est un projet de loi bâclé, rédigé dans un objectif purement opportuniste et populiste et qui dénote une méconnaissance grave du dossier», a lancé Henri Massé, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

Claudette Carbonneau, la présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), renchérit : «Le projet de loi adéquate ouvre la porte à des dérives importantes. Si on pousse le raisonnement du chef de l'ADQ, chaque fois que la population subirait quelque inconvénient d'une grève, elle pourrait demander à ce que le droit de grève des travailleurs soit retiré ! Un régime de relations de travail digne d'une république de banane ! Ce faisant, le chef de l'ADQ tente d'exacerber un antisindicalisme primaire et de se faire du capital politique sur le dos des travailleuses et des travailleurs. C'est totalement inacceptable.»

Pour les syndicats, le projet de loi adéquate rompt l'équilibre en faveur des patrons. «Comment voulez-vous régler un conflit avec 80% du service rendu? Cette mesure ne ferait que prolonger les conflits de travail et pourrir les

relations entre les parties. Il n'y aurait plus de pression sur personne! », s'exclame le président de la FTQ.

L'ironie du service essentiel

Il est tout de même ironique de voir les élus de l'Assemblée nationale se mêler d'intervenir dans les conflits touchant le transport en commun et prendre le parti des pauvres usagers. Après tout, en temps normal, ils s'en sacrent de ce service soit disant essentiel!

En effet, le gouvernement du Québec n'a eu de cesse depuis 15 ans de se désengager du financement du transport en commun. Soulignons que de 1991 à 2003 la contribution du gouvernement du Québec a diminué de moitié. Durant cette période, les municipalités ont presque dû doubler leur part de financement sans parler des hausses de tarifs re-filées aux usagers. Si on avait appliqué la même logique à l'automobile, il y aurait aujourd'hui des postes à payage sur toutes les routes et tous les ponts !

Si jamais le gouvernement du Québec voulait revenir au niveau de financement de 1991, il faudrait qu'il injecte 500 M\$ de plus par année en financement de base. Entre le désengagement gouvernemental et l'activisme syndical, on se demande bien ce qui perturbe le plus ce "service essentiel".



Suite de la une...

En Afghanistan, cinq ans après que George Bush et Donald Rumsfeld aient affirmé que les Talibans avaient été défaits, ils sont mystérieusement de retour, et les affrontements continuent de se multiplier dans plusieurs régions. Tant et aussi longtemps qu'il y aura des armées étrangères en Afghanistan, il y aura également des milliers d'Afghans ordinaires qui y résisteront. Ici, en Amérique du Nord, les médias de masse désignent toute opposition à la présence étrangère comme étant le fait de « Talibans » ou de « présumés Talibans ». Ces qualificatifs dangereux marginalisent la résistance de la population afghane.

La mission des Forces armées canadiennes est un piège. Vous n'êtes pas obligés d'aller en Afghanistan pour servir de chair à canon dans cette guerre injuste.

Vous connaissez bien mieux que nous les conséquences d'un refus de participation à une mission des Forces armées. Toutefois, vous pouvez résister : un réserviste canadien l'a fait en 2006 et aux États-Unis des soldats refusent à tous les jours de se rendre au Moyen-Orient.

Nous écrivons cette lettre dans un esprit d'ouverture et de dialogue. Nous vous offrons notre soutien, en toute confidentialité, si jamais vous décidez de vous désister de cette mission. Nous espérons que ces quelques informations auront contribué à favoriser votre réflexion sur le sujet. Nos coordonnées se trouvent ci-dessous, n'hésitez pas à nous contacter.

- Coalition Guerre à la Guerre (Québec)
- Coalition Québec pour la paix (Québec)
- Block the Empire (Montréal)
- Rassemblement Outaouais contre la guerre

infos : www.valcartier2007.ca

Les limites de la concertation

Le 14 juin, *Le Devoir* titre "Le plan de redressement de l'UQAM est adopté". Ce plan, qui prévoit des coupures de 129 M\$ sur 5 ans, a été rendu nécessaire à cause des folies de grandeurs de la direction sortante. En lisant l'article, on apprend que 3 membres du C.A. n'ont pas approuvés le plan. Comme par hasard, ce sont les mêmes qui étaient mal à l'aise avec le développement immobilier qui a mit l'UQAM dans le trou. Seul le représentant des étudiants, Patrick Véronneau, s'y est formellement opposé. Deux autres membres se sont abstenus: le secrétaire général de la FTQ, René Roy, ainsi qu'une représentante des professeurs, Lucie Robert. On touche ici aux limites de la concertation et de la cogestion. Il y a visiblement des intérêts contradictoires en jeu.

Il faudra, et vite, revenir aux bonnes vieilles méthodes du rapport de force. Déjà, cinq des sept associations étudiantes facultaires ont convenu de proposer à leurs membres de faire la grève en octobre prochain pour dénoncer à la fois les augmentations de frais de scolarité décrétées par le gouvernement Charest et les hausses de frais afférents prévus dans le plan de redressement. Espérons que, cette fois, leurs camarades syndiqués ne s'abstiendront pas...

En conflit...

Au moment d'écrire ces lignes, le 19 juin, il y avait au moins 1 513 prolos en grève ou en lock-out au Québec

Irak : guerre de classe dans le secteur pétrolier

On s'imagine souvent --à tort-- que la situation politique en Irak se résume à une résistance anti-impérialiste contre l'occupation américaine ou à des conflits sectaires internes. Pourtant, les luttes de classe persistent en Iraq et récemment LE secteur clé de l'économie irakienne, le pétrole (1), connaissait une grève massive.

Au début de juin, après avoir reçu l'avis que leurs primes n'allaient pas être livrées en entier, des membres de la Fédération irakienne des syndicats du pétrole (IFOU) sont tombés en grève. La grève a commencé à même les lieux de travail et a surtout perturbé la distribution interne de pétrole raffiné vers Baghdad et d'autres villes irakiennes. Notons aussi que le port de Basra a été occupé. Le 7 juin, des troupes ont été déployées et plusieurs dirigeants syndicaux ont été menacés d'arrestation. Une campagne de solidarité internationale menée par des fédérations syndicales internationales et par des groupes anti-guerre a beaucoup aidée pour minimiser la répression.

Les revendications des grévistes s'étendent à l'ensemble des travailleurs-euses de l'industrie pétrolière irakienne, qui, nous le savons bien, ne bénéficient pas de l'exploitation intensive des ressources naturelles de leur pays. Des revendications en lien avec l'emploi en tant que tel, mais qui regroupent aussi des demandes concernant le logement, la santé et l'éducation. Certaines



revendications sont critiquables d'un point de vue communiste libertaire, comme celle réclamant de Baghdad "l'autonomie financière et administrative" des pétrolières du sud, ce qui semble clairement jouer à l'avantage de la bourgeoisie locale. Dans son dernier communiqué, le 11 juin, l'IFOU se disait heureuse d'avoir gagné une bataille tactique. L'armée se serait retirée, le ministre du pétrole aurait été réprimandé et des négociations avec le gouvernement sont en cours.

source : <http://basraoilunion.org/>

(1) Les exportations de pétrole comptent pour 93% des fonds du budget fédéral de l'Irak.

DIRA
BIBLIOTHÈQUE ANARCHISTE
DOCUMENTATIONS, INFORMATIONS, RÉFÉRENCES ET ALTERNATIVES
lundi, mardi, vendredi, samedi et dimanche: 14:00 à 19:00
mercredi et jeudi: 14:00 à 20:00
2035 BOUL. ST-LAURENT, MONTRÉAL / MÉTRO ST-LAURENT
TEL: 514-843-2016 / E-MAIL: dira@dira.org

L'INSOUMISE
Librairie Anarchiste
Livres, revues, brochures et journaux
Horaire :
Lundi : fermé
Mardi - mercredi : de 12h à 18h00
Jeudi - Vendredi : de 12h à 21h00
Samedi - Dimanche : de 12h à 18h00
2033, St-Laurent, Montréal
Pour nous joindre : 514-313-3489